



Les socialistes aux côtés des Français d'outre-mer

La Guadeloupe est sous tension. 146 revendications ont été établies par le LKP (collectif contre l'exploitation). Parmi celles-ci : une augmentation de 200 € des bas salaires et une revalorisation des petites retraites.

La vie de plus en plus chère

En effet, l'écart des prix se creuse entre la Métropole et les DOM TOM. 1 kg de tomate y coûte 5,99 € contre 1,99 € à Paris. Ce phénomène, ajouté au monopole de la distribution du carburant et à la mainmise d'une caste sur l'économie de l'île, a contribué à générer de fortes tensions sociales.

La grève générale, débutée le 20 janvier, a été très suivie puisque sur les 450 000 habitants de l'île, plus de 65 000 ont manifesté dans les rues de Pointe-à-Pitre.

Le gouvernement sourd et irresponsable

Nous dénonçons le manque de responsabilité du gouvernement et de son secrétaire d'État. Ses longues tergiversations ont concouru au sentiment d'abandon des Guadeloupéens. Notre omni Président n'a, quant à lui, daigné intervenir que jeudi dernier.

Nos revendications

Nous attendons notamment, l'annonce solennelle que l'Etat respectera sa parole et qu'il signera le pré-accord intervenu le 8 février dernier en Guadeloupe.

Nous affirmons l'impérieuse nécessité de réécrire la loi de développement de l'outre-mer et d'engager un débat de fond sur les évolutions qui s'imposent pour ces territoires.